

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



**LES CONSEQUENCES DES ATTENTATS
DU 11 SEPTEMBRE 2001
SUR LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES**

**Mémoire de géopolitique
du Lieutenant-colonel Gérard Fontaine
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »**

Directeur : Isabelle FACON

Chargée de recherche à la
Fondation pour la Recherche Stratégique

Avril 2005

Sommaire

Première Partie

Le 11 septembre 2001 : rupture ou continuité ?

1990-1999 : du rêve à la réalité

Poutine ou une nouvelle vision pour la Russie

Deuxième Partie

Le 11 septembre 2001 :

une dynamisation des relations russo-américaines

Des avancées concrètes

Les raisons profondes du rapprochement

Un enjeu particulier : le Caucase du Sud et l'Asie Centrale

Troisième Partie

Jusqu'où iront-ils ?

Des zones d'ombre

Un équilibre précaire

Introduction

Pendant près d'un demi-siècle, le cœur de la planète a battu au rythme des relations russo-américaines, tantôt s'emballant comme au plus fort moment de la crise de Cuba, tantôt s'apaisant dans les périodes de détente. L'"infarctus" survenu avec la chute du mur de Berlin suivi de l'effondrement du bloc soviétique a fait croire l'espace d'un instant à la "fin de l'Histoire" ⁽¹⁾. Parallèlement à la montée en puissance de l'hégémonie américaine, la Russie s'est retrouvée éloignée du devant de la scène internationale. La subite résurrection de la Russie au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 a consacré le développement d'un nouveau partenariat stratégique avec les Etats-Unis. Il est d'ailleurs assez tentant pour marquer un peu plus les esprits de considérer qu'avant tout était noir et qu'après tout s'est subitement éclairci. La réalité est entre les deux. Il a donc semblé intéressant d'analyser la nature de l'évolution des relations russo-américaines suite à cet évènement majeur.

Nous mesurerons les avancées concrètes qui ont pu être réalisées et verrons que les attentats n'ont pas vraiment marqué une rupture. Ils ont plutôt permis d'accélérer la réalisation du processus de rapprochement entre les deux puissances dont les fondamentaux se sont progressivement mis en place à partir de l'an 2000. Nous verrons également en quoi cette amorce de réchauffement reste fragile, en dépit de la parfaite entente qui semble régner entre les deux dirigeants. Il serait présomptueux de prédire de quoi sera fait l'avenir des relations russo-américaines. Nous indiquerons donc simplement des pistes en nous gardant de conclure trop rapidement.

I Le 11 septembre 2001 : rupture ou continuité ?

Au lendemain de l'effondrement de l'empire soviétique, les espoirs les plus fous ont pu voir le jour de part et d'autre du rideau de fer. Cependant, les années 1990 allaient se solder par un échec : loin d'atteindre la fraternité au travers de la réconciliation des peuples, l'écart ne cessera de croître entre les deux anciens rivaux pour atteindre un paroxysme de tension au début de l'an 2000. Pourtant et encore une fois en dépit de toute attente, on allait assister à un réchauffement des relations entre les Etats-Unis et la Russie, ou plus exactement entre les deux présidents Vladimir Poutine et George Bush.

¹ FUKUYAMA, Francis, *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Flammarion, Paris, 1992.

I-1 1990-1999 : du rêve à la réalité

L'effondrement de l'empire soviétique a surpris tous les observateurs : rien n'avait été prévu et les Etats-Unis se sont retrouvés du jour au lendemain sans véritable adversaire et sans stratégie particulière pour faire face à cette nouvelle situation. Car paradoxalement l'Occident s'était préparé pendant ce demi-siècle de guerre froide à toutes sortes de scénario, sauf celui d'un effondrement général aussi rapide.

I-1-1 La stratégie américaine : préserver l'avenir

Il fallait donc très vite définir une nouvelle politique pour parvenir à contrôler une situation certes prometteuse mais qui risquait de s'avérer au final bien plus déstabilisante que l'affrontement de deux blocs bien constitués. La politique des Etats-Unis qui s'est alors progressivement mise en place a consisté entre autres à faire en sorte que tout retour à la situation antérieure soit irréalisable. Pour cela, deux axes majeurs ont été adoptés. D'une part, il fallait diminuer l'influence de la Russie sur les anciennes républiques soviétiques. D'autre part, il fallait aider ces Etats, dont la Russie, à développer une économie en complète faillite et à mener les transformations au sein de la société civile afin d'établir des démocraties solides suivant le modèle occidental.

I-1-2 Les espoirs russes

La Russie, comme les autres nations, espérait pouvoir bénéficier de l'aide de l'Occident et des Etats-Unis en particulier. Il s'en est donc suivi un élan d'ouverture et d'optimisme de la part notamment de Boris Eltsine et de son ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev. L'exemple le plus frappant, au-delà de la signature de nombreux accords sur le désarmement, est peut-être l'adoption par les Nations Unies en 1992 d'une résolution approuvée par la Russie comportant des sanctions à l'encontre de l'allié traditionnel serbe, dans la guerre en Bosnie.

Malgré ces efforts d'ouverture, les difficultés persistaient : l'influence de la Russie faiblissait et les conditions de vie de la majeure partie de la population ne cessaient de se dégrader. Ainsi, les élites mais surtout l'opinion populaire russe ont eu le sentiment d'avoir bradé les intérêts de leur pays, sans avoir obtenu de réelles contreparties. Il s'en est suivi à partir de 1993 un durcissement des relations entre les deux pays, même si le dialogue entre Eltsine et Clinton demeurait cordial. Dans le milieu des années 90, consciente de sa faiblesse et face à la toute puissance américaine, la Russie, au travers de son nouveau ministre des affaires étrangères Evgueni Primakov, revendiquait alors avec force la

nécessité de créer un nouvel équilibre mondial fondé sur la "multipolarité" avec une place centrale pour les institutions internationales. Au-delà du discours vantant les mérites d'un ordre mondial "démocratique", cette ligne de politique résultait avant tout de l'obsession de la Russie à faire contrepoids aux Etats-Unis.

I-1-3 Une amertume grandissante

En retour, les deux administrations américaines successives de Clinton et de Bush ont adopté une politique intransigeante vis-à-vis de la Russie. Le "partenariat stratégique mûr"⁽²⁾ prôné par les Etats-Unis au lendemain de la fin de la guerre froide reposait avant tout sur la prise en compte par ces derniers de l'écart croissant entre les deux pays. L'élite politique russe ne pouvait que constater jour après jour la fin d'un rêve, celui de pouvoir encore traiter d'égal à égal avec leur ancien rival.

Le solide équilibre dans le domaine du nucléaire stratégique qui avait évité tout affrontement direct entre les deux grandes puissances présentait également des premières failles. Le projet de création d'un système national de défense anti-missile remettait de facto en cause le traité ABM de 1972 que la fédération de Russie considérait comme pierre angulaire de l'équilibre stratégique global.

La décision prise dès 1993 d'ouvrir l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale consacrait de fait un retour impossible de la "Grande Russie". Pire encore, la nouvelle doctrine de l'Alliance, adoptée en 1999, allait modifier fondamentalement la nature de celle-ci. D'un instrument à vocation purement défensive, elle devenait un instrument d'intervention au-delà des frontières de ses membres. La campagne du Kosovo marquait ainsi le paroxysme de tension dans les relations russo-américaines : cette incursion de l'OTAN dans un conflit interne, contre un allié traditionnel de la Russie, sans mandat clairement établi par l'ONU, fut ressentie comme une véritable humiliation dont l'épisode de la prise spectaculaire par les forces russes de l'aéroport de Pristina ne pouvait masquer l'ampleur.

Dans un tel contexte, l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush ne pouvait qu'être accueillie favorablement par les responsables politiques russes, d'autant plus que Condoleezza Rice reprochait aux démocrates d'avoir "perdu la Russie". Mais les premiers actes de George Bush obéissaient à la même logique : profiter de l'absence d'adversaire à

² Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter pour la sécurité nationale : "Quand les Américains ont mis en circulation le slogan du "partenariat stratégique mûr" entre Washington et Moscou, les Russes ont cru que c'était la consécration du nouveau condominium démocratique russo-américain venu remplacer l'ancienne rivalité...Mais l'Amérique n'avait jamais eu l'intention de partager le pouvoir global avec la Russie et ne pouvait le faire même si elle le voulait."

sa hauteur pour agir en fonction de ses intérêts propres. Dénonçant l'attitude de Moscou vis à vis des "Etats voyous" (rencontres répétées avec les dirigeants iranien, irakien, nord-coréen, cubain et libyen avec des contrats de vente d'armes), les Etats-Unis justifiaient le développement de la NMD, et donc la possibilité d'un retrait du traité ABM, par la menace que constituerait la prolifération active ou passive de Moscou dans le domaine du nucléaire. Des signes de tension dignes du temps de la guerre froide sont alors réapparus tels que l'expulsion d'une cinquantaine de diplomates russes accusés d'espionnage par Washington.

Ces quelques exemples pris parmi tant d'autres montrent bien les difficultés qu'éprouvaient alors ces deux pays pour mener un dialogue constructif, les uns cherchant à tirer profit de leur position dominante, les autres adoptant une attitude d'opposition frontale s'arc-boutant sur les vestiges d'un glorieux passé révolu dans les faits mais trop présent encore dans les esprits.

I-2 Poutine ou une nouvelle vision pour la Russie

Lorsque Poutine arrive au pouvoir laissé vacant suite à la démission de Boris Eltsine le 31 décembre 1999, les relations entre les Etats-Unis et la Russie sont à leur plus bas niveau depuis la fin de la guerre froide. Par ailleurs, les responsables américains se montrent méfiants vis-à-vis de cet ex-colonel des services de renseignement soviétiques, dont la campagne électorale prônait un retour en force de la Russie sur le devant de la scène internationale. Avec l'élection de Bush aux Etats-Unis, on pouvait donc s'attendre à de vives tensions entre les deux pays. C'est pourtant durant l'année 2001 que de gros progrès seront réalisés, préparant ainsi le terrain au rapprochement spectaculaire que les médias du monde entier relateront au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Comment un tel revirement a-t-il pu se produire en si peu de temps ?

I-2-1 Un constat lucide et sans concession

Dès son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine définit les grandes lignes de sa politique extérieure en partant d'un constat lucide et sans concession sur la place de la Russie dans le nouvel ordre mondial. Les prétentions de la Russie à pouvoir encore traiter d'égal à égal avec les Etats-Unis n'ont fait que crispier les relations entre les deux pays avec pour conséquences :

- de mener une politique extérieure ayant pour principal objectif de rétablir un monde multipolaire pour équilibrer et contrer l'hégémonie de fait des Etats-Unis. Des

alliances de circonstance se sont alors formées en s'appuyant sur le principe largement répandu lors de la guerre froide : les ennemis de mes ennemis sont mes amis. Mais ces alliances présentent deux inconvénients majeurs pour la Russie et finalement contribuent à l'affaiblir encore d'avantage. Tout d'abord, elles ne sont pas fondées sur des intérêts communs durables, si bien qu'elles se défont aussi rapidement qu'elles se sont constituées. Ensuite, elles placent la Russie en situation de demandeur et donc d'infériorité vis-à-vis de l'allié de circonstance par excellence que constitue la Chine.

- de détourner ainsi la Russie de partenariats équilibrés et productifs avec l'Asie, l'Europe mais également avec son étranger proche. Ainsi, la Russie, qui s'est au début de la décennie des années 90 profondément désintéressée des républiques d'Asie centrale qu'elle considérait plutôt comme un fardeau pour son économie, a tenté par la suite de rétablir son autorité sous une forme néo-colonialiste devant les velléités des Etats-Unis.
- de s'accrocher à une définition réductrice de la notion de puissance au travers principalement de son volet militaire. Il est vrai que c'était là le seul domaine où la Russie disposait de capacités lui permettant de maintenir sa place au deuxième rang mondial devançant largement les autres puissances.

Tout ceci a conduit à développer un sentiment de perpétuelle humiliation et de frustration devant l'écart grandissant entre les deux pays, sentiment largement répandu parmi le peuple russe. Et si les Etats-Unis craignent encore la Russie à l'aube du XXI^e siècle, c'est avant tout pour ses faiblesses dans les domaines politiques, économiques et de la sécurité. Au niveau politique, l'imprévisibilité de Boris Eltsine pouvait conduire au pire : n'avait-il pas par exemple rappelé à l'Occident que la Russie disposait encore d'armes nucléaires lors de la crise du Kosovo ? Au niveau économique, la transition vers l'économie de marché s'était soldée par une succession de crises, dont la plus grave en 1998 avait vu l'effondrement de l'ensemble du système bancaire. Enfin au niveau sécuritaire, qui peut garantir que les technologies sensibles et les armes nucléaires ne se retrouveraient pas un jour aux mains d'individus peu scrupuleux ? Sans compter les milliers de scientifiques qui avaient perdu leur emploi ou qui percevaient des salaires misérables et dont les connaissances et les savoirs pourraient intéresser des Etats désireux de se doter d'armes de destruction massive. Face à cet état de délabrement, les Etats-Unis semblent renoncer à leur projet initial de transformer la Russie en un partenaire fiable. Il s'ensuit une marginalisation de la Russie sur l'échiquier international.

I-2-2 Une nouvelle ambition

Vladimir Poutine comprend la gravité de la situation et l'urgence à agir pour tenter de redonner à la Russie une place plus importante dans le jeu mondial par une stratégie plus en rapport avec ses moyens. Ce discours qui se veut mobilisateur dans le cadre de la campagne présidentielle de mars 2000 reçoit bien entendu un accueil favorable tant au niveau des élites civiles et militaires russes qu'à celui de l'ensemble de la population. Dans ce pays où du jour au lendemain l'absence d'autorité a conduit à un chaos généralisé, le peuple ne peut que plébisciter la venue d'un homme fort au pouvoir. Vladimir Poutine, qui a fait de la guerre en Tchétchénie le symbole de sa détermination, apparaît comme l'homme de la situation.

En revanche, les Etats-Unis perçoivent cette approche comme un nouveau durcissement de la politique russe à leur égard. Dans le nouveau concept de sécurité de janvier 2000 puis dans la doctrine militaire parue en avril de la même année, la Russie affirme sa ferme intention de s'opposer au développement de la coopération entre Etats anciennement soviétiques et membres de l'OTAN. Au final, Poutine apparaît aux yeux des Américains comme un homme présomptueux, digne héritier de la pensée soviétique dont il est ne l'oublions pas un pur produit.

I-2-3 Une politique centrée sur le développement économique

Toutefois, le nouveau président va surprendre par la voie qu'il entend prendre pour redresser la Russie. Il définit en effet les grandes lignes de sa politique qui comporte trois axes majeurs :

- le renouveau de la Russie doit passer par un véritable décollage de son économie ;
- la Russie doit tourner définitivement la page de la guerre froide et faire preuve de maturité dans ses relations internationales ;
- pour assurer un développement économique durable, il est impératif de s'entourer d'un environnement stabilisé et sécurisé, non seulement à l'intérieur de ses frontières mais également dans la zone périphérique couramment appelée l' «étranger proche».

On voit au travers du premier axe la prise en compte par l'équipe Poutine, d'une part de l'importance du facteur économique dans les critères de puissance, et d'autre part, de la globalisation de l'économie. La Russie ne disposera plus à terme d'une zone d'échange économique privilégié au sein de la CEI ainsi qu'avec des Etats qualifiés de « voyous » par

les Etats-Unis. Ceci lui permettrait d'assurer des débouchés à des produits manufacturés invendables dans le cadre d'un marché ouvert. L'avenir de la Russie passe par un arrimage au train "mondialisation" conduit par l'Occident et plus particulièrement les Etats-Unis. Toutefois, les investisseurs ne viendront que si les garanties légales leur sont acquises, ce qui nécessite dans un premier temps de procéder à un rétablissement de l'ordre dans les affaires internes. En effet, Boris Eltsine avait tissé une toile liant politiques et hommes d'affaire. Les premiers fermaient les yeux sur les affaires des seconds en échange de quoi ils leur apportaient leur soutien. Cette main basse sur les richesses de la nation au profit du clan Eltsine n'a fait qu'encourager la corruption à tous les niveaux de la société.

Le deuxième point impose de renoncer à adopter une attitude d'opposition systématique envers les Etats-Unis, de dépassionner et de stabiliser les relations avec eux, rendant ainsi possible des coopérations avec d'autres régions plus ou moins délaissées jusqu'à présent telle que l'Europe ou l'Asie. Là encore, Poutine va mettre en œuvre très rapidement et de manière concrète ses intentions ⁽³⁾. Avidé de reconnaissance internationale, le nouveau président va se lancer dès les premiers mois de son élection à la présidence dans un véritable marathon de visites et de réceptions de chefs d'Etat et de gouvernement étrangers. Enfin, le troisième axe, pose indirectement la question de la manière dont s'exercera le retour de la Russie dans sa zone d'influence couvrant l'ensemble des républiques de l'espace ex-soviétique. Les tentations néo-colonialistes ont pour le moment succédé à l'impérialisme soviétique pur et dur. Dépendant en grande partie de la Russie pour leur approvisionnement énergétique ou pour l'acheminement de leurs ressources en hydrocarbures, la plupart de ces républiques disposent d'une marge de manœuvre très limitée. Les républiques fraîchement indépendantes du Caucase du sud ont eu à affronter des mouvements sécessionnistes pour la plupart soutenus par la Russie. Ce retour annoncé constitue également un signe à l'encontre des autres puissances désireuses d'accroître leur influence dans ces régions. Qu'il s'agisse des Etats-Unis qui au travers de l'OTAN et du Partenariat pour la Paix avaient déjà entrepris de tisser des liens étroits dans l'ensemble de cette zone, ou encore de la Turquie ou de la Chine, cette région fait l'objet de convoitises toujours plus grandes renforcées par la présence de réserves en hydrocarbure et par sa position stratégique à la frontière entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. Dans un tel contexte, le rétablissement de l'influence russe dans ces régions dépasse largement le simple besoin de stabilisation et de sécurisation propice au développement économique.

³ De manière très symbolique mais ô combien révélatrice de ce nouvel état d'esprit, Vladimir Poutine va limoger deux généraux pour avoir tenu des propos anti-américains ! Pierre Lorrain, « L'Incrovable Alliance Russie – Etats-Unis », Editions du Rocher, 2002.

Les élites politiques russes ont tendance à faire de cet enjeu un test sur la capacité réelle de la Russie à compter de nouveau sur la scène internationale. Car selon eux, comment la Russie pourrait-elle recouvrer une crédibilité internationale si elle s'avère incapable de rétablir son influence dans l'espace ex-soviétique ?

I-2-4 Vers une maturité politique

De cette nouvelle approche émerge une politique qui se veut plus consensuelle et surtout plus constructive. C'est ainsi que dans le domaine de la sécurité, et malgré les divergences qui persistent sur le développement de la défense antimissile, Vladimir Poutine a fait ressortir un certain nombre de dossiers qui étaient en sommeil depuis quelques années. Le 14 avril 2000, la Douma ratifie le traité START II, en mai la Russie reprend sa place au Conseil conjoint permanent de l'OTAN qu'elle avait quitté lors du déclenchement de la campagne du Kosovo en 1999. Vladimir Poutine fait même un grand pas dans sa démarche de rapprochement avec les Etats-Unis, lorsqu'il signe avec Bill Clinton en juin 2000 une déclaration conjointe dans laquelle il concède que « des modifications du traité ABM sont envisageables ». Ces déclarations qui se poursuivront jusqu'au printemps 2001⁽⁴⁾ font apparaître Vladimir Poutine comme un acteur responsable et pragmatique. En effet, ce dernier a compris que dans le domaine de la sécurité, les Etats-Unis seraient déterminés à aller jusqu'à dénoncer de manière unilatérale le traité ABM de 1972. Plutôt que de s'opposer jusqu'au bout comme l'aurait fait son prédécesseur, Vladimir Poutine entend monnayer son renoncement, notamment par la mise en place d'un nouveau cadre stratégique, avec un accord de désarmement qui permettrait de préserver la symbolique d'un partenariat stratégique bilatéral privilégié.

Les prémisses d'un changement profond dans les relations entre les Etats-Unis et la Russie sont donc en place à la veille des attentats du 11 septembre 2001. Cette volonté affichée par Vladimir Poutine de débattre et de coopérer amènera le président américain à faire l'éloge de son nouvel "ami". Au soir de leur rencontre à Ljubljana le 21 juin 2001, G. Bush confiera : " Je l'ai regardé dans les yeux, j'ai pu prendre la mesure de son âme, j'ai confiance en lui".

Ainsi, les événements du 11 septembre 2001 n'ont pas marqué une rupture dans les relations russo-américaines. Ils ont permis d'accélérer la réalisation de processus dont les fondamentaux se sont mis progressivement en place à partir de l'an 2000.

⁴ Début 2001 : le général Ivanov, chef du département de la coopération entre la Russie et l'OTAN précise qu' "il n'y a pas d'alternative de coopération entre la Russie et l'OTAN "
Printemps 2001 : Vladimir Poutine "ne s'oppose plus à des pourparlers sur les plans américains concernant le bouclier antimissile".

II Le 11 septembre 2001 : une dynamisation des relations russo-américaines

Lorsque les avions de ligne détournés s'écrasent sur les tours jumelles de New York et sur le Pentagone, les réactions les plus diverses sont apparues à travers le monde : émotion, consternation, scène de liesse, ou encore indifférence. En Russie comme dans de nombreuses capitales occidentales des anonymes sont venus déposer des fleurs devant l'ambassade des Etats-Unis témoignant ainsi de leur solidarité avec le peuple américain. Vladimir Poutine, avant même que George Bush ne somme l'ensemble des Etats du globe à se positionner ⁽⁵⁾, contacte son homologue américain pour lui témoigner son soutien. Cette promptitude conforte le président Bush dans la première impression que lui avait faite Vladimir Poutine lors de leur rencontre à Ljubljana. Cet évènement va permettre au président russe de poursuivre sa politique d'ouverture vers l'occident en se posant comme un partenaire fiable et incontournable en matière de sécurité.

II-1 Des avancées concrètes

Après quelques dissonances entendues notamment dans les cercles militaires, Vladimir Poutine va imposer sa vision : offrir aux Etats-Unis toute l'aide dont ils auront besoin.

II-1-1 Des signes encourageants de part et d'autre

Au-delà des déclarations faites, le président russe va très rapidement apporter sur un plateau une offre que les Américains qualifieront de considérable : la non-opposition de la Russie à un déploiement militaire des troupes américaines sur les territoires du Kirghizstan et du Tadjikistan pour mener des opérations sur l'Afghanistan, dont il avait été établi bien avant les attentats du 11 septembre les liens entre le mouvement Al-Qaïda et le régime des Talibans. La Russie va même jusqu'à ouvrir son espace aérien officiellement aux appareils américains effectuant des vols à caractère humanitaire.

Quelques mois plus tard, Colin Powell mesurait tout le chemin parcouru dans ce rapprochement avec l'ennemi d'hier en énumérant les domaines de coopération : "Il y a en effet de nombreux sujets sur lesquels nous sommes désormais d'accord avec les Russes et travaillons avec eux. Je cite pêle-mêle : le nouveau Conseil de coopération stratégique OTAN-Russie, les mesures en vue d'empêcher la dissémination des armes nucléaires et

⁵A maintes reprises dans ses discours, le président Bush adoptera une attitude manichéenne en divisant le monde en deux parties : les bons, ceux qui entendent lutter contre les terroristes, et les méchants ceux qui soutiennent les actions des terroristes : "soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous. "

des autres armes de destruction massive, la conquête de l'espace, la réduction des armements nucléaires existants, l'entretien et la surveillance des arsenaux de destruction massive hérités de l'ex-URSS, le développement des relations économiques entre les deux pays, à travers le commerce et les investissements directs, et enfin les programmes d'assistance destinés à consolider la démocratie russe. Tout n'est pas parfait dans nos relations bilatérales, mais les premiers succès sont encourageants. Il en va, en fait, de nos intérêts nationaux bien compris : trop de facteurs militent contre un retour à nos anciennes façons d'agir. La guerre froide est finie. Entre nos deux nations, l'heure est désormais à la coopération, et non plus à la rivalité ou à la compétition." ⁽⁶⁾

Même si pour la plupart ces coopérations avaient vu le jour avant les événements du 11 septembre, il n'en demeure pas moins qu'elles ont connu en quelques mois des évolutions très favorables.

Par ailleurs, et c'est sans conteste un signe révélateur du nouveau climat de confiance, le secrétaire d'Etat, qui n'ignore pas les différences d'appréciation entre les deux pays, préfère les mettre en second plan, ce qui renforce l'image que ce qui les lie est bien plus fort que ce qui les oppose.

II-1-2 Un thème récurrent : les questions de défense et de sécurité

Pour autant, et s'agissant de continuité, les Etats-Unis et la Russie n'allaient pas du jour au lendemain parvenir à consensus global sur tous les différends qui les opposaient notamment en matière de défense.

Dès le 13 décembre 2001, les Etats-Unis se retirent unilatéralement du traité ABM de 1972, annonçant ainsi la poursuite de leur grand dessein de défense antimissile ⁽⁷⁾. Vladimir Poutine n'oppose pas de réaction farouche et se contente de dire qu'il s'agit là d'une erreur, tout en affirmant comme son homologue que la décision américaine ne constitue pas une menace pour la sécurité de la Russie⁽⁸⁾. Il sait que les événements lui sont favorables : son image d'homme politique responsable (il a fait ratifier les traités START II et TICE⁽⁹⁾) commence à porter ses fruits sur la scène internationale. Il a donc tout intérêt à continuer dans la voie de la coopération pour obtenir en échange des compensations. Et en effet, en contrepartie, il va obtenir satisfaction sur un certain nombre de sujets :

⁶ Reuters, 3 décembre 2002

⁷ Certains auraient pu croire que les attentats terroristes constituaient une preuve irréfutable de l'inutilité d'un tel système. C'est paradoxalement par le biais de la menace terroriste que George Bush va justifier la poursuite du programme, dans la mesure où ces derniers pourraient avoir des liens avec les Etats voyous, lien qui sera d'ailleurs invoqué pour justifier en partie l'invasion de l'Irak.

⁸ Déclaration faite sur ORT-TV le 13 octobre 2001

⁹ Traité d'Interdiction Complet des Essais nucléaires

- Russes et Américains signent le 24 mai 2002 un accord portant sur la réduction des armements nucléaires offensifs⁽¹⁰⁾. Bien que cet accord soit sous certains aspects relativement symbolique, il n'en constitue pas moins une inflexion de la position américaine qui se refusait de s'engager dans un nouvel accord bilatéral sur le contrôle des armements, et donc en fin de compte une victoire personnelle pour Vladimir Poutine. Cet accord permet de conserver un cadre gratifiant pour la Russie. Ceci peut être considéré comme une faveur de la part des Etats-Unis dans la mesure où pour des considérations différentes⁽¹¹⁾, il est probable que même sans cet accord, les deux pays aient été amenés à diminuer leur arsenal nucléaire.
- Le programme Coopératif de Réduction de la Menace, connu aussi sous le nom "Nunn-Lugar"⁽¹²⁾ qui en furent les initiateurs, se trouve renforcé⁽¹³⁾ devant la menace de prolifération par "négligence", ou par action terroriste, de matière fissile, bactériologique ou chimique. Au sommet du G8 de Kananaskis, George Bush annonce que les Etats-Unis contribueront pour moitié aux quelques 20 milliards de dollars qui seront consacrés sur 10 ans au contrôle et au démantèlement d'armes de destruction massive.
- Dans le domaine sensible de la défense antimissile, les Américains ont laissé entrevoir une possibilité de coopération avec la Russie, sans toutefois aller très en avant sur les modalités concrètes et en en limitant la portée aux missiles non stratégiques. Ces déclarations pourraient avoir alors plutôt comme objectif de rassurer les autorités russes quant à la cible visée par ce programme. En effet, en proposant une coopération, les Etats-Unis écartent de facto la Russie des menaces contre lesquelles ce programme est dirigé.
- Enfin, et ce n'est pas la moindre des avancées, un nouveau partenariat va voir le jour en mai 2002. Le sommet de l'OTAN de novembre 2002, en effet, officialise la nouvelle vague d'élargissement aux républiques baltes et à la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie et la Slovénie. Il va mettre en place le Conseil OTAN-Russie instaurant de nouvelles relations à 20. "Au sein du Conseil OTAN-Russie,

¹⁰ Cependant, cet accord laisse dans une large mesure la main libre aux Etats-Unis, puisque les ogives retirées pourront être stockées et donc réutilisées en cas de « résurgence d'une menace majeure ».

¹¹ Les Etats-Unis souhaitaient diminuer le nombre d'ogives de manière unilatérale. La Russie, quant à elle, se trouvait contrainte par la situation économique et la diminution des ressources budgétaires accordées aux équipements comparativement à l'époque soviétique.

¹² Il s'agit d'un programme lancé en 1991 et prévu initialement jusqu'en 2001, destiné à aider les Etats de l'ancienne Union soviétique dans la lutte contre la prolifération nucléaire et le démantèlement des armes de destruction massive concernées par les traités de réduction de ces armements. Il a également pour ambition de trouver du travail à l'ensemble des ingénieurs ayant travaillé dans ce secteur et dont les connaissances pourraient susciter l'intérêt d'Etats ou de groupes cherchant à se doter d'armes de destruction massive. Le montant financier alloué à ce programme est d'environ 400 M\$ par an.

¹³ Au début de l'année 2005, le Pentagone a demandé de recueillir une partie de ces fonds pour réduire le fardeau de la guerre en Irak. L'administration Bush a fermement écarté cette hypothèse en précisant que les responsables du Pentagone n'avaient pas dû assister à la dernière campagne électorale au cours de laquelle George Bush a considéré la défense de la Nation comme la première de ses priorités !

les Etats membres de l'OTAN et la Russie œuvreront en tant que partenaires égaux dans des domaines d'intérêts communs. (...) Le Conseil OTAN-Russie intensifiera les efforts déployés dans la lutte contre le terrorisme, la gestion des crises, la non-prolifération des armes de destruction massive (...) "⁽¹⁴⁾. Selon Bush, "deux anciens ennemis sont maintenant devenus des partenaires surmontant cinquante années de divisions et une décennie d'incertitude et ce partenariat nous mène vers un objectif encore plus ambitieux." Quant à Poutine, il confirme l'ancrage de la Russie à l'Ouest lorsqu'il précise qu'"il s'agit du départ d'un nouveau partenariat pour défendre nos intérêts communs et (qu') il n'y a pas d'alternative à la collaboration entre l'OTAN et la Russie. " Même si cette nouvelle structure ne donne pas pour autant à la Russie un droit de veto quant à l'élargissement de l'OTAN à d'autres pays de l'ancien bloc soviétique, elle accorde à la Russie un rôle majeur en tant que participant actif aux décisions, contrairement au conseil permanent conjoint au sein duquel son rôle était limité à l'enregistrement des décisions des membres à part entière.

II-1-3 Le partenariat énergétique

L'autre grand domaine où les intérêts des deux pays peuvent se rejoindre est celui de l'énergie. En effet, les Etats-Unis, dont la consommation en hydrocarbures représente environ le quart de la totalité au niveau mondial, sont constamment à la recherche de nouveaux partenariats. Or, selon Pierre Terzian, directeur de la revue Pétrostratégies, en dehors de l'Afrique, les deux grandes régions où il existe encore d'importantes réserves de croissance de la production de pétrole sont la Russie et la Caspienne. La Russie dispose de réserves importantes estimées à 40 milliards de baril⁽¹⁵⁾. En revanche, elle rencontre des difficultés dans les domaines de l'exploration et de l'acheminement des hydrocarbures en raison de ses débouchés maritimes limités⁽¹⁶⁾. Il lui est donc indispensable de pouvoir bénéficier du savoir faire technologique de grandes entreprises étrangères, notamment américaines, et du financement nécessaire à la réalisation de grands projets. Le réchauffement des relations entre les Etats-Unis et la Russie a donc naturellement permis

¹⁴ Déclaration Conseil OTAN-Russie, 28 mai 2002, Rome.

¹⁵ L'Arabie Saoudite disposerait de 262 milliards de barils, l'Irak 112 milliards et les Etats-Unis 30 milliards. L'Agence Internationale de l'Energie estime que les réserves prouvées atteignent 1 050 milliards de barils. www.alternatives-economiques.fr/site/nouvelles_pages/2008_003.html

¹⁶ Les terminaux pétroliers russes à partir desquels partent les exportations par voie maritime sont situés soit sur la mer noire (Novorossisk, Primorsk) ou en projet sur la Baltique (île de Vyotsk dans le golfe de Finlande). Cependant, les contraintes au niveau des détroits du Bosphore ou entre le Danemark et la Suède limitent le tonnage des tankers pouvant y accéder, renchérissant ainsi le coût de transport.

de développer un dialogue au travers des sommets de Houston⁽¹⁷⁾ en octobre 2002 et de Saint-Pétersbourg en septembre 2003. Les Russes et les Américains se sont alors engagés à "renforcer la coopération énergétique entre les deux gouvernements". Faute de voies d'exportation, la Russie ne constitue toutefois qu'un partenaire pour l'instant encore marginal pour les Etats-Unis, ne contribuant que pour 4% à leurs importations. Cependant, de grands projets faisant intervenir des majors américaines sont à l'étude comme celui de réaliser un port en eau profonde à Mourmansk en mer de Barents qui permettrait aux supertankers d'acheminer directement le pétrole vers les Etats-Unis.

Ainsi comme ont pu le montrer ces quelques exemples, Vladimir Poutine a su convaincre son homologue américain de ses bonnes intentions et établir ainsi des relations personnelles de confiance entre les deux hommes. Cependant, les deux présidents n'agissent pas par simple complaisance ou estime l'un envers l'autre. Pour tenter d'évaluer le degré de pérennité du rapprochement entre les deux puissances, il convient donc de s'interroger sur les raisons profondes de ce nouvel "engouement réciproque".

II-2 Les raisons profondes du rapprochement

Les actions des gouvernants visent à servir les intérêts supérieurs de la Nation. Les présidents Bush et Poutine agissent chacun pour renforcer ou recouvrer la grandeur de leur pays. Bien entendu, les moyens pour y parvenir diffèrent, mais s'accommodent pour le moment assez bien les uns des autres.

II-2-1 Poutine

Les événements du 11 septembre constituent une opportunité pour Poutine d'accélérer le rapprochement entamé avec les Etats-Unis en particulier et le monde occidental de manière plus générale, levant ainsi les doutes ou réticences sur les orientations de sa politique étrangère. Ils lui fournissent également l'occasion d'imposer sa nouvelle approche en Russie au moment même où la majorité des forces politiques mais également de l'opinion publique reste encore très largement empreinte de défiance vis-à-vis des Etats-Unis et donc opposer à sa politique d'ouverture interprétée souvent comme une politique de concession. En revanche, si Poutine a pris un tel risque, c'est bien entendu qu'il s'attend à en retirer des bénéfices substantiels. Son objectif est double : il vise à accroître la stabilité régionale tout en rattachant son pays aux « nations civilisées » de l'occident afin de permettre l'essor

¹⁷ La mesure la plus symbolique du sommet de Houston a porté sur l'accord passé entre la commission bilatérale sur l'énergie, coprésidée par le vice-président Dick Cheney et le premier ministre Mikhaïl Kassianov et la société russe TNK pour l'alimentation de la réserve stratégique américaine.

économique de son pays et de lui faire bénéficier d'une plus grande crédibilité internationale.

Une menace commune

La plus grande menace pour la Russie ne réside pas dans l'affrontement avec un pays tiers, mais bien dans la multitude des ethnies dont elle est constituée. Staline avait résolu ce problème en procédant à des déportations massives, ôtant ainsi tout sentiment d'appartenance à un peuple. Depuis le milieu des années 90, les groupes fondamentalistes islamistes se sont montrés des plus actifs dans la lutte contre les gouvernements soutenus par Moscou. Ces mouvements se sont renforcés au lendemain de la prise de Kaboul par les Taliban dans les régions du Caucase du Sud et des républiques d'Asie Centrale. Confrontés à une menace commune, les principaux protagonistes de la région (Russie – Chine – Kazakhstan – Tadjikistan – Kirghizstan) ont décidé de coopérer en créant en 1996 le groupe de Shanghai. Cette coopération comporte en effet un important volet de mesures de sécurité destinées à combattre le terrorisme international, l'extrémisme religieux, les mouvements séparatistes ainsi que le crime organisé (trafic de drogues, d'armes, etc.) dont les groupes terroristes retirent une partie de leur financement. En août 2001, l'Ouzbékistan, confronté aux "combattants de l'Islam" de T. Youldachev réclamant la création d'un Emirats islamique dans la région du Ferghana, rejoint le groupe qui devient alors l'Organisation de Shanghai. Ainsi, lorsque Richard Ermitage, premier adjoint du secrétaire d'Etat, déclare : "Nous étions alliés dans le passé. Il n'y a aucune raison de ne pas croire que ce statut ne peut être maintenu. Nous avons un ennemi commun sérieux. Les habitants de Moscou n'ont pas d'immunité contre le terrorisme, comme ceux de New York. Nous sommes très intéressés au plus haut degré que nos deux pays soient des alliés stratégiques et non pas des rivaux stratégiques.", il rejoint effectivement en ce sens les préoccupations de Moscou.

Légitimer son action en Tchétchénie

Les Etats-Unis, comme les autres pays occidentaux, ont toujours été critiques envers les agissements de la Russie en Tchétchénie. Les attentats du 11 septembre offrent l'occasion à Vladimir Poutine de justifier la ligne de conduite dure qu'il mène en Tchétchénie. D'autant que les liens avec les fondamentalistes islamistes étrangers appartenant au réseau Al-Qaïda avaient été prouvés par Moscou bien avant les attentats. Et il est vrai que les

Américains vont accorder en échange de la collaboration avec les Russes un blanc-seing sur la Tchétchénie, laissant le soin aux Européens de poursuivre leurs critiques. George Bush va dans ce sens lorsqu'il déclare en Mai 2002 : "Je comprends fort bien que le peuple de Russie a souffert à cause des terroristes. Nous aussi avons souffert." ⁽¹⁸⁾. La prise d'otages sanglante du théâtre de Moscou en octobre 2002 ne fera que renforcer ce soutien.

Recevoir le soutien des Etats-Unis dans leur développement économique

Selon Evgueni Primakov⁽¹⁹⁾, "l'intégration de la Russie aux grandes structures économiques internationales est fondamentale. A cet égard, la question de l'entrée de notre pays dans l'Organisation Mondiale du Commerce est cruciale." Il est donc vraisemblable que le président russe ait cherché à tirer profit de son soutien aux Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme pour obtenir en échange celui des Etats-Unis dans le domaine du développement économique. En effet, les premières discussions avec le président Bush ont bien évidemment porté sur des questions de défense mais aussi sur le développement de la coopération économique entre les deux pays. C'est ainsi que, lors du sommet de Crawford en novembre 2001, des gestes sur la dette de la Russie sont annoncés tout comme également le soutien des Etats-Unis à la demande de l'adhésion à l'OMC de la Russie. Le directeur général de l'OMC de l'époque, Mike Moore, va même jusqu'à évoquer mi-2003 comme date possible d'intégration⁽²⁰⁾. En ce sens, la reconnaissance du statut d'économie de marché accordé en 2002 à la Russie par les Etats-Unis et l'Europe constitue un succès majeur pour le président Poutine dans la mesure où cela place la Russie dans une position favorable pour la suite.

Rétablir la stabilité et la sécurité régionale

Enfin, il ne saurait y avoir de développement économique durable et donc d'afflux des investissements étrangers sans avoir garanti auparavant une certaine stabilité et sécurité régionale. Or les zones de conflits potentiels sont nombreuses : qu'il s'agisse comme nous l'avons vu de la menace islamiste, de mouvements sécessionnistes internes (Ossétie du Sud et Abkhazie en Géorgie, Haut-karabakh en Azerbaïdjan) ou encore de fortes tensions entre Etats (notamment dans la région d'Asie centrale). L'implication des Etats-Unis dans cette zone pourrait au moins dans un premier temps servir les intérêts russes.

¹⁸ Nathalie Nougayrède, « Les Etats-Unis et la Russie scellent une nouvelle alliance », Le Monde 26-27 mai 2002.

¹⁹ Evgueni Primakov, Le monde après le 11 septembre et la guerre en Irak, Presses de la Renaissance, Paris, 2003

²⁰ Discours au Cinquième Russian Economic Forum de Londres du 19 avril 2002

II-2-2 George Bush

On a à maintes reprises comparé les attentats du 11 septembre à Pearl Harbor, tant par l'effet de surprise que par le nombre de victimes. On pourrait également rajouter par l'implication totale de la Nation dans la lutte contre l'agresseur. Le président américain se devait donc de réagir très vite, tout en incitant également chaque Etat à prendre position. Devant la promptitude du président russe à apporter son soutien et à mettre en avant des propositions concrètes, George Bush ne pouvait que serrer la main qui se tendait à lui. Mais ce "réflexe" répondait également à des impératifs au niveau de la défense d'intérêts nationaux.

La Russie : un partenaire incontournable

Très vite, l'origine des attaques ne fait aucun doute : Oussama Ben Laden est désigné comme le grand organisateur et le régime Taliban comme son principal soutien. Dès lors les stratèges américains se lancent dans la préparation d'une intervention en Afghanistan visant à éliminer la menace taliban et à mettre hors d'état de nuire Al Qaïda. Cependant, le Pakistan, allié traditionnel des Etats-Unis dans la région est confronté sur le plan interne à de vives tensions alors que les thèses islamistes recueillent un soutien croissant de la population. Il ne faut pas oublier que les Talibans ont été formés par et sont venus du Pakistan. Il est donc difficilement concevable de pouvoir bénéficier de bases pour un déploiement américain massif. Dans ce contexte, il devient primordial pour les Américains de trouver d'autres pays désireux de les accueillir pour mener des opérations sur l'Afghanistan à partir de leur territoire. Les Républiques d'Asie centrale constituent alors l'une des seules voies. Mais il semblait délicat de s'y déployer sans avoir eu au préalable le consentement de Moscou.

La Russie : un "puits d'expertise"

Par le passé, les Etats-Unis ont été indirectement confrontés à l'URSS lors de la guerre en Afghanistan. C'est ainsi qu'ils ont soutenu et armé les combattants afghans comme le commandant Massoud, mais également d'autres, beaucoup moins respectables et préfigurant le dur régime des Talibans. Ironie du sort : c'est son ancien rival qui va

désormais lui offrir son assistance pour lutter contre ses anciens "amis" ⁽²¹⁾. En effet, personne ne connaît cette région mieux que les Russes : des années de conflit mais également la lutte contre la menace terroriste les ont conduits à étendre puis maintenir un réseau de renseignements humains extrêmement fiable et performant. La Russie, qui avait menacé les Talibans de bombardement en représailles aux actions de soutien qu'ils menaient en Tchétchénie, avait fourni en mars 2001 au Conseil de Sécurité de l'ONU un rapport sur les activités de ces derniers afin d'obtenir l'autorisation de la communauté internationale pour frapper certains sites. Ce rapport établissait de manière précise le lien entre Al-Qaïda et les terroristes tchétchènes, la localisation des sites d'entraînement des combattants ainsi que l'organigramme du groupuscule et ses liens avec les réseaux locaux, notamment au Pakistan. Cette démarche fortuite présentait un double avantage : d'une part, elle permettait d'apporter la preuve de l'expertise russe dans le domaine du renseignement préalable à la lutte contre les terroristes, et en même temps plaçait la Russie dans une position d'attente d'une demande américaine qui ne tarderait pas à venir.

A chaque crise sa coalition

Atteints dans leur chair, les Etats-Unis se devaient de réagir, d'autant plus que la position de légitime défense leur conférait une légitimité officiellement reconnue par l'ONU. Si les pays occidentaux ont immédiatement proposé de recourir pour la première fois de son histoire à l'article V de l'OTAN, ce sont les Etats-Unis qui ont décliné leur offre. Soucieux de recueillir le soutien politique de ses alliés traditionnels, mais disposant de la force militaire suffisante pour conduire seuls les opérations, les Américains ont constitué une coalition de circonstance qui leur permettait de préserver la plus grande liberté d'action tout en conservant des partenaires utiles, c'est-à-dire leur apportant une réelle contribution. C'est ainsi que la Russie s'est trouvée être l'alliée sans doute le plus précieux dans cette guerre. En revanche, cela signifie également que par la suite les partenariats pourraient évoluer en fonction de la crise considérée, préfigurant ainsi les changements d'alliance lors de la seconde guerre du golfe.

Diversifier les sources d'approvisionnement en hydrocarbures

Enfin, l'une des conséquences majeures des attentats a consisté à redéfinir ou plutôt à conforter les Etats-Unis dans leur politique de diversification des approvisionnements en

²¹ En fait seulement une partie puisque l'alliance du Nord du défunt commandant Massoud rec eut également l'appui de ses anciens ennemis les Russes.

hydrocarbure. La plupart des terroristes impliqués dans les attentats étaient de nationalité saoudienne, tout comme le principal responsable d'Al-Qaïda. Si le régime saoudien reste favorable aux Etats-Unis, ces derniers n'en ont pas moins le sentiment d'avoir été en quelque sorte trahis. D'autant plus que l'amitié entre les peuples est loin d'être acquise. Anthony Cordesmann, spécialiste de la sécurité dans le Golfe, révélait dans une enquête publiée peu après le 11 septembre qu'une dizaine de milliers de jeunes Saoudiens auraient reçu une formation militaire sur des sites d'entraînement en Afghanistan dont on connaît les liens avec Al-Qaïda⁽²²⁾. Par ailleurs, les groupes islamistes dénoncent la collaboration avec les Etats-Unis et donc la trahison du régime monarchique saoudien qui continue d'accepter la présence massive de soldats américains sur son sol. Enfin, et ce n'est pas la moindre des contradictions, les principes démocratiques si chers aux Etats-Unis, et sur lesquels ils s'appuient en fonction des circonstances pour mener à bien leur combat contre le mal, ne sont pas vraiment à la base des régimes monarchiques du Golfe. Il est donc vital pour les Etats-Unis de diminuer le poids de l'Arabie Saoudite dans la liste de ses fournisseurs en hydrocarbure. D'où le rapprochement opéré avec la Russie, qui en dehors de ses propres ressources, constitue un acteur incontournable en Asie Centrale et dans le Caucase du Sud, région regorgeant d'importantes réserves en hydrocarbure.

Ce dernier point fait apparaître une région vers laquelle les intérêts des uns et des autres vont converger. Nous nous proposons donc d'étudier de manière plus fine l'Asie centrale et le Caucase du sud, car elle nous permettra de mieux cerner la profondeur de cette nouvelle alliance.

II-3 Un enjeu particulier : le Caucase du Sud et l'Asie Centrale

La région d'Asie centrale a sans aucun doute constitué le théâtre où les relations russo-américaines ont évolué le plus rapidement. Quasiment absents militairement de cette partie du monde, l'arrivée de troupes américaines sur les territoires des républiques ouzbèk et kirghize et le soutien logistique apporté par les autres républiques symbolisent le dépassement des clivages entre la Russie et les Etats-Unis. En effet, comment penser que ces Etats ayant récemment obtenu leur indépendance, mais fragilisés par leur enclavement géographique et politique, demeurant ainsi fortement liés au "grand frère" russe, aient pu proposer leur soutien aux Etats-Unis sans que la Russie y ait elle-même consenti ?

²² Anthony Cordesmann, *Saudi Arabia Enters the 21st Century : Politics and International Stability*, CSIS, 2002.

Cela a été rendu possible par le fait que chacune des parties y trouvait un intérêt suffisamment fort.

II-3-1 Les Etats-Unis : une stratégie à trois vitesses

Depuis l'accession de ces Etats à l'indépendance, les Etats-Unis n'ont cessé d'accroître leur influence. Considérant tout d'abord cette région comme une chasse gardée de la Russie, ils ont progressivement renforcé la coopération avec ces Etats afin d'améliorer la consolidation des Etats tout en mettant fin au monopole de la Russie quant aux exportations des hydrocarbures. Cette coopération militaire portait notamment sur les domaines de vente de matériel destiné à renforcer la sécurité de ces Etats, la formation, l'entraînement, etc.. Le déploiement conséquent de troupes constitue pour les Etats-Unis un moyen d'atteindre trois objectifs échelonnés dans le temps.

Pour le court terme, il offrait la garantie de disposer d'une plus grande marge de manoeuvre dans sa campagne afghane en réduisant sa dépendance vis-à-vis du Pakistan et en ouvrant une nouvelle voie d'accès au théâtre afghan par le nord.

Pour le moyen terme, l'objectif consiste à établir des conditions de stabilité et de sécurité durables dans une région soumise à de nombreuses menaces. En effet, la fragile stabilité des régimes en place dans ces régions repose avant tout sur des pouvoirs autoritaires, déniaient à l'opposition tout droit d'exprimer ses revendications. La place stratégique occupée par ces Etats, à la croisée des civilisations, est et continuera d'être a fortiori capitale sur l'échiquier mondial. Une déstabilisation de la région pourrait renforcer la présence des poids lourds de la région, avec une impossibilité pour les Etats-Unis de jouer un rôle majeur compte tenu de leur éloignement. Par ailleurs, cette position leur permet de poser les bases d'un "cordon sanitaire" au nord de l'Iran, en attendant de compléter cet isolement par la mise en place d'un régime favorable chez l'ennemi irréductible irakien.

Enfin cette sécurisation permettrait d'apporter la confiance nécessaire à la venue des investisseurs étrangers (américains) pour exploiter pleinement les gisements en hydrocarbure de la région. Si le déploiement de quelque 200 conseillers militaires américains en Géorgie a été justifié aussi bien par les Géorgiens que par les Américains par le besoin de renforcer la lutte contre les membres d'Al-Qaïda, il était bien là également pour contribuer à la sécurisation du futur oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Ainsi, les Etats-Unis parviendraient à diversifier leurs sources d'approvisionnement énergétiques ce qui constitue un de leurs axes stratégiques majeurs.

II-3-2 Les régionaux : à la recherche du désenclavement

Moscou a longtemps critiqué l'attitude de Tbilissi à l'égard du conflit tchéchène, l'accusant sinon de soutenir du moins de rester passif vis-à-vis des combattants tchéchènes venus trouver refuge dans les gorges du Pankissi. Au-delà du discours, Moscou a effectué des bombardements sur des zones situées en territoire géorgien et susceptibles de servir de bases arrière aux tchéchènes. L'envoi de conseillers militaires américains, dont la mission consiste à former des troupes géorgiennes dans la lutte contre le terrorisme, ôte ainsi tout prétexte à Moscou pour intervenir de nouveau en territoire géorgien.

Pour les jeunes républiques d'Asie centrale, il s'agissait de trouver un contrepois à la domination russe et à l'influence grandissante de la Chine ⁽²³⁾, et de disposer de perspectives d'acheminement des hydrocarbures de la Caspienne par une autre voie que celle du nord contrôlée par la Russie.

II-3-3 La Russie : un pari risqué

Enfin, aucun accord n'aurait pu aboutir aussi rapidement sans le consentement russe. Considérée comme son étranger proche, cette région constitue une zone d'influence traditionnelle pour la Russie ⁽²⁴⁾. Ainsi, la présence de quelques 20 000 gardes frontières le long de la frontière tadjiko-afghane, montre à quel point les questions de sécurité concernant ce « ventre mou » de l'ancien empire soviétique préoccupent les autorités moscovites. En revanche, conscient de la difficulté à maintenir la stabilité dans une région où les mouvements islamistes constituent une menace plus pressante chaque jour, Vladimir Poutine a vu dans la présence américaine un moyen "peu coûteux" d'y parvenir, évitant ainsi de tomber dans un nouveau piège de type "tchéchène". Le souvenir du lourd échec de l'armée rouge devant la résistance afghane aura sans doute également permis au président Poutine de faire taire, tout du moins provisoirement, les réticences et oppositions qu'il pouvait rencontrer, notamment parmi les élites militaires.

Ainsi, Moscou et Washington semblent trouver chacun leur compte dans cette nouvelle coopération. Vladimir Poutine, au travers du partenariat stratégique, a réussi à donner à la Russie un rôle de tout premier plan sur la scène internationale, se posant comme l'égal des

²³ Cette influence s'exerce notamment au travers de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) succédant en 2001 au groupe de Shanghai (1996), regroupant la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, dominée par la Russie et la Chine, et destinée à combattre le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme.

²⁴ En octobre 1993, la doctrine militaire russe définit le périmètre de sécurité de la Fédération de Russie comme correspondant aux frontières de l'ancienne Union soviétique

Etats-Unis, et un allié privilégié dans la lutte contre le terrorisme. Toutefois, une série d'évènements survenus ces derniers mois a mis en lumière de profonds désaccords. Il est donc légitime de s'interroger sur la solidité de l'édifice en cours de construction.

III Jusqu'où iront-ils ?

Si les attentats du 11 septembre ont permis de développer de manière quelquefois assez spectaculaire un dialogue constructif entre Moscou et Washington sur les bases d'une coopération déjà engagée avant cette date, Américains et Russes ne sont pas devenus non plus du jour au lendemain les meilleurs amis du monde. Il existe toujours des frictions, certaines persistantes, d'autres nouvelles, dans ce ballet où les contraintes tant externes qu'internes pourraient constituer de sérieux freins quant à l'évolution des relations russo-américaines.

III-1 Des zones d'ombre

"Lors de pourparlers à Moscou début 2004, Colin Powell, dans la manière polie qui fait son propre, a énoncé la préoccupation de ce qu'à l'horizon des relations russo-américaines sont apparus des nuages qui, si l'on n'y remédie pas à temps, peuvent ternir leurs développements, ce que l'administration américaine voudrait éviter. "⁽²⁵⁾

Et il est vrai qu'au-delà des rencontres toujours très amicales et bienveillantes entre les deux chefs d'Etat, des divergences majeures commencent à apparaître au fur et à mesure que les fumées des attentats s'estompent.

III-1-1 Asie centrale : une présence américaine de moins en moins bien tolérée

C'est paradoxalement dans les régions où le rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis a été le plus visible et le plus spectaculaire que les tensions pourraient être les plus vives et fragiliser le lien laborieusement tissé à partir de l'arrivée de Poutine et révélé au grand jour par les évènements du 11 septembre. En effet, des difficultés pourraient surgir des deux côtés : d'une part, les actions américaines pourraient avoir des effets indésirables, et d'autre part la Russie pourrait ne plus se satisfaire de cette présence dans son étranger proche qu'elle considère comme partie intégrante de son périmètre de sécurité.

²⁵ Extrait de l'article d'I.S. Ivanov, ministre des affaires étrangères de la Russie, publié au journal « Kommersant » le 1^{er} février 2004 sous le titre « Russie-USA : quel partenariat ? »

La nature de l'intervention américaine en Asie centrale risque de créer à terme un déséquilibre entre les différentes républiques, source d'instabilité et de regain de tension. Lorsqu'on évoque l'aide apportée par les Etats-Unis à l'Asie centrale, il faudrait en fait analyser plus finement la répartition entre les différents Etats pour se rendre compte que tous ne sont pas traités et donc considérés de la même façon. L'Ouzbékistan, poids lourd de la zone, capte à lui seul environ 70% du montant de l'aide financière, répondant ainsi aux appétits de puissance régionale de cet Etat. Ceci ne va pas sans heurter les Etats voisins, notamment le grand Etat Kazakhe, qui se trouve marginalisé par cette approche sélective. La Russie, qui lui est proche aux niveaux ethnique et culturel, pourrait s'opposer aux projets américains par Etat interposé, comme au bon vieux temps de la guerre froide. La poursuite des objectifs à court et moyen termes, c'est-à-dire empêcher les Taliban d'exporter l'islamisme radical vers les républiques d'Asie centrale et consolider la stabilité et la sécurité de la région, conduit les Etats-Unis à être peu regardants vis à vis du respect des droits de l'homme et de l'exercice de la démocratie. En effet, au-delà des discours d'intention, ils ne tiennent pas à imposer des conditions qui mettraient en difficulté les régimes en place. Ces derniers s'empressent d'ailleurs de qualifier leurs opposants politiques de terroristes. L'opposition est muselée. Dès lors, la seule contestation possible échoie à la mouvance islamiste. Ainsi, les Etats-Unis doivent composer une nouvelle fois avec des éléments contradictoires : d'une part la défense des valeurs de liberté et de démocratie, et d'autre part le besoin de coopérer, tout au moins pendant un certain temps, avec des régimes autoritaires peu respectueux de ces valeurs ⁽²⁶⁾ pour obtenir leur soutien dans les opérations militaires menées à partir de leur territoire. Si cette situation devait durer, il est à craindre que le sentiment anti-américain, développé par les régimes communistes au sein des populations pendant la guerre froide, ne refasse surface avec d'autant plus de virulence.

Annoncée de courte durée tout du moins au moment du lancement de l'offensive contre les Talibans, il semblerait que la présence américaine s'inscrive finalement dans le temps. En effet, les Etats-Unis se sont bien gardés d'indiquer une quelconque référence à la durée de leur présence dans les différents accords qu'ils ont pu établir avec les républiques qui leur ont permis le déploiement de troupes sur leur territoire. L'accord passé avec l'Ouzbékistan offre même aux Etats-Unis une base légale de maintien de leur présence par la garantie

²⁶ Des trois principaux motifs qui ont permis de justifier leur intervention en Irak, à savoir les liens du régime avec Al-Qaïda, la détention d'armes de destruction massive et le renversement d'un régime tyrannique au profit d'une démocratie, c'est finalement ce dernier point qui confère encore une certaine légitimité à leur action en Irak.

qu'ils doivent apporter quant à l'indépendance et l'intégrité du pays. Enfin, au travers de leur politique d'aide et d'assistance militaire aux différents pays de la zone, les Etats-Unis accroissent la dépendance militaire de ces derniers sous couvert d'interopérabilité.

Située à la croisée des chemins entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient, l'Asie centrale offre à celui qui la contrôle une capacité d'action dévolue normalement à une puissance régionale. En incluant dans la stratégie américaine le besoin impérieux de diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique afin de réduire sa dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient, on voit mal comment les Etats-Unis pourraient ainsi abandonner une zone devenue ou plutôt redevenue stratégique pour eux.

Moscou a dans un premier temps admis cette présence puisqu'elle contribuait à l'atteinte de l'un de ses objectifs majeurs en matière de politique sécuritaire en réduisant la menace islamiste sur son flanc sud. Dans ce nouveau "grand jeu" ⁽²⁷⁾ qui se dessine, jusqu'où est-elle prête à aller ?

L'objectif premier des républiques d'Asie centrale est de jouer sur l'équilibre entre la Russie et les Etats-Unis afin de disposer à terme d'une plus grande autonomie. Il ne s'agit donc pas de chercher à écarter définitivement la Russie, car même affaiblie, elle conserve un pouvoir de nuisance pour encore de longues années. D'autant plus que la Russie reste pour la plupart le principal débouché possible pour l'acheminement des hydrocarbures.

Les risques sont sans doute plus présents sur le plan intérieur de la Russie. Cette présence américaine dans le pré carré russe est ressentie par les milieux militaires comme un véritable affront. Face à un discours du président qui affirme vouloir rétablir le périmètre de sécurité aux frontières de l'ex-empire soviétique, tolérer cette présence constitue un aveu de faiblesse. Comment la Russie pourrait-elle prétendre redevenir une grande puissance, si elle n'est pas capable de maintenir son influence dans son étranger proche ? La crainte dans ces milieux est de devoir faire face une nouvelle fois à l'effet domino qui avait mené à l'effondrement de l'Empire et qui pourrait amener de plus en plus de pays à se détourner du "grand frère" au profit de l'occident. "Attaquée" sur ses flancs sud et ouest, la Russie pourrait se sentir menacée. N'oublions pas que pour la population russe la menace venait de l'ouest !

Il est donc vraisemblable que, une fois la région sécurisée par les Etats-Unis ou au contraire après un embourbement prolongé de ces derniers, la Russie revienne sur le devant

²⁷ Reprenant le grand jeu évoqué par Rudyard Kipling au XIXe siècle pour décrire la course à la construction de chemins de fer, Thomas JUNEAU la transpose toujours à l'Asie Centrale, mais cette fois pour traduire la course à la construction d'oléoducs.

de la scène et adopte une position beaucoup moins conciliante vis-à-vis de leur partenaire. La transformation de la 201^e division d'infanterie déployée au Tadjikistan, l'ouverture d'une base aérienne russe au Kirghizstan ainsi que la relance de la coopération avec les Républiques d'Asie centrale au sein de l'Organisation du traité sur la Sécurité Collective, sont autant de signes de la détermination de Moscou à conserver un rôle majeur dans le devenir de ces régions.

III-1-2 L' "Axe du mal", pas maléfique pour tout le monde

Si Russes et Américains se sont entendus pour lutter contre la menace terroriste, ils n'ont en revanche pas la même vision et donc pas la même approche vis à vis de ces Etats qualifiés de voyous par Washington. Les premières tensions sont apparues avec la volonté américaine de renverser le régime irakien. Ces différences d'appréciation se prolongent avec le dossier qui devient tout aussi brûlant : l'Irak et son programme nucléaire.

Le dossier irakien : la Russie plie

La crise irakienne a été la première mise à l'épreuve de la solidité des liens établis entre les Etats-Unis et la Russie. La Russie n'avait en effet aucun intérêt à ce que les Etats-Unis se lancent dans un nouveau conflit, et ce pour plusieurs raisons :

Sur le plan économique, la Russie traditionnellement liée à l'Irak a profité du programme d'échange "pétrole contre nourriture" pour renforcer ses relations avec ce dernier. Ainsi les compagnies pétrolières russes ont pu obtenir des contrats avantageux leur attribuant l'exploitation de riches gisements d'hydrocarbure pour plus de vingt ans. La Russie trouvait également là un partenaire prêt à lui acheter des équipements invendables sur le marché mondial, eu égard à leur vétusté technologique. Enfin, l'Irak avait accumulé au fil des années une dette de 7 à 9 milliards de dollars. La Russie savait qu'en cas d'intervention américaine, ces derniers achèveraient l'œuvre entreprise douze ans plus tôt, à savoir la chute du régime de Saddam Hussein. Or le nouveau régime qui serait mis en place sous la bienveillance des américains risquait fort de ne pas reconnaître les contrats antérieurs ainsi que la dette.

Sur le plan diplomatique, Moscou avait préservé d'excellents rapports avec le régime de Saddam Hussein. Les émissaires russes ont été les derniers à quitter la capitale avant que ne commencent les bombardements américains. Cette proximité avec le parti Baas pourrait bien lui être reprochée par les sunnites qui ont été les grands vainqueurs des dernières élections.

Enfin, l'intervention américaine, en dépit de toute résolution suffisamment explicite de l'ONU, amène une fois de plus à affaiblir le Conseil de Sécurité dans son rôle de garant de l'ordre international. Or, par son siège de membre permanent, la Russie dispose d'un des rares moyens pour peser sur l'échiquier international. On comprend donc la virulence dont a fait preuve Igor Ivanov, ministre des affaires étrangères, pour tenter d'imposer un règlement par l'ONU.

On remarque cependant au travers de cette crise que jamais le président Poutine n'est intervenu personnellement pour tenter de faire plier son homologue américain. Il s'agissait avant tout de ne pas compromettre ouvertement le réchauffement récent des relations. Un engagement personnel l'aurait condamné à durcir le ton pour ne pas paraître aux yeux de la population russe comme un homme faible. D'autant plus qu'il pouvait compter sur le président Chirac et le chancelier allemand Schröder pour s'opposer aux Américains⁽²⁸⁾. Par ailleurs, il est possible que Moscou ait obtenu de Washington des compensations lorsque le moment sera venu de reconstruire le pays, notamment en ce qui concerne l'exploitation des ressources pétrolières.

Le dossier iranien : la Russie ne rompt point.

Après l'Irak, les Etats-Unis semblent maintenant déterminer à agir sur l'Iran afin de l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire. Leurs menaces vont jusqu'à envisager une action militaire si les voies de la diplomatie s'avèrent insuffisantes. Les Etats-Unis voient dans le programme de développement du nucléaire civil une première étape vers l'acquisition de l'arme "égalisatrice". La construction de la centrale nucléaire de Bouchehr est au centre d'un différend profond entre Washington et Moscou. Même si dans la déclaration officielle faite à l'issue du sommet russo-américain de Bratislava, le président américain s'est dit satisfait que "Vladimir Poutine fasse preuve de compréhension sur ce dossier" ⁽²⁹⁾, la Russie ne paraît pas prête à cesser toute coopération avec l'Iran dans ce domaine. La vente de technologie nucléaire est en effet l'une des dernières opportunités pour la Russie de maintenir une compétence dans un domaine de très haute technologie, palliant ainsi partiellement la forte dépendance de son économie vis-à-vis de l'exportation d'hydrocarbure. Vladimir Poutine tente donc de rassurer son homologue sur l'absence de risque de prolifération, la Russie ne fournissant l'uranium qu'en échange du combustible

²⁸ C. Rice a eu une formule qui montre finalement que cette stratégie a bien fonctionné pour la Russie : "il faut pardonner à la Russie, ignorer l'Allemagne et punir la France".

²⁹ Lors du sommet de Bratislava du 24 février 2005, George Bush a déclaré : « Nous avons convenu que l'Iran ne devait pas avoir l'arme nucléaire ».

déjà utilisé. Loin de céder, Moscou pourrait bien au contraire prolonger cette coopération par la construction de nouvelles centrales.

La carte asiatique de la Russie : la Corée du nord

La Corée du Nord a longtemps bénéficié de l'expérience et de transfert technologique en provenance notamment de la Russie et continue de maintenir des liens économiques privilégiés avec la région de Vladivostok. La poursuite du dialogue avec la Corée du nord reste un élément important pour une Russie qui entend jouer la carte de la politique asiatique pour contrebalancer les critiques occidentales quand ces dernières se font trop entendre comme c'est le cas actuellement. Cependant face à l'accroissement des tensions entre la Corée et les Etats-Unis, la Russie pourrait revêtir le rôle d'intermédiaire, ce qui l'amène à être plus réservée vis-à-vis de Pyongyang.

Ainsi, les zones d'ombre sont nombreuses et concernent des domaines essentiels pour les deux pays. D'un côté, il y a un besoin réel de collaborer bien que les raisons soient différentes, d'un autre côté, cette coopération se heurte assez rapidement à une confrontation d'intérêts divergents sur lesquels Russes et Américains n'ont pas su se mettre d'accord et qui font peser des doutes sur la sincérité des actions menées.

III-2 Un équilibre précaire

En fait, les causes des risques éventuels de rupture résultent d'un ensemble de facteurs dont les deux pays n'ont pas voulu tenir compte réellement jusqu'à ce jour. En l'absence d'un dialogue dépassant le simple cadre de la coopération dans le domaine de la sécurité, les protagonistes se sont enfermés progressivement dans une situation où les tensions deviennent inévitables et tendent même à prendre le dessus sur le dialogue chaleureux établis entre les deux présidents.

III-2-1 Des équations difficiles à concilier

Vladimir Poutine a lors de son premier mandat affiché deux priorités : d'une part faire entrer la Russie dans les sociétés modernes par le biais du développement de son économie, et d'autre part refaire de la Russie un pays influent dans le concert des nations. Vladimir Poutine a très vite compris que pour atteindre son premier but il lui fallait faire venir les investisseurs étrangers et donc les rassurer. Si le rétablissement de l'autorité est dans son principe rassurant pour les investisseurs, la manière appliquée pour y parvenir a

vraisemblablement eu l'effet inverse de celui escompté. Le développement de la verticalité du pouvoir, la mise sous tutelle de la presse, l'emprisonnement de Kodorovski président de Youkos, etc. ont plutôt eu tendance à freiner l'ardeur des investisseurs américains et à provoquer les critiques de l'administration Bush.

Quant au second objectif, il s'est heurté assez rapidement à la volonté américaine de suppléer la défaillance de la Russie, qui au travers de ses échecs répétés en Tchétchénie, a montré son incapacité à rétablir la sécurité et la stabilité dans sa zone traditionnelle d'influence.

III-2-2 Une base de coopération trop étroite

Les relations russo-américaines ont tiré profit de la relation privilégiée qu'ont su établir les deux présidents. Dès leur première rencontre le courant entre les deux hommes est bien passé. Ces relations personnelles ont permis de passer outre certaines réticences rencontrées dans les entourages des deux présidents, ce qui fut sans doute l'une des clés du succès. Mais, comme le souligne le ministre russe des affaires étrangères I.S. Ivanov, " ... les rapports russo-américains modernes s'appuient de fait sur les sympathies personnelles entre les présidents V.V. Poutine et George Bush. Mais le remplissage d'un contenu réel du partenariat des deux pays et le renforcement de ses bases n'a pas lieu. D'où la conclusion sur la fragilité de ses relations." ⁽³⁰⁾ La coopération reste essentiellement limitée au domaine de la sécurité, à l'exception près du partenariat énergétique encore à l'état embryonnaire. Malheureusement, ils n'ont pas su profiter de cette amorce pour élargir le champ des coopérations. Au-delà de l'image grandiloquente des deux chefs d'Etat réunis, les relations entre la Russie et les Etats-Unis sont encore superficielles. Les deux pays continuent d'ignorer une majorité de leurs problèmes mutuels. Les opinions publiques, constatant l'absence d'avancées dans des domaines plus importants pour elles, comme par exemple la liberté de la presse ou la libéralisation de l'économie pour les unes, et l'absence de progrès économique pour les autres, les maintiennent dans une attitude de suspicion envers les ennemis d'hier.

Ainsi, selon Nikolai Zlobin, directeur des programmes russes et asiatiques au Centre pour l'Information de la Défense, l'administration Bush a cessé de considérer la Russie comme un allié stratégique. Les coalitions se créent et disparaissent en fonction des besoins du moment, et la relation entre Washington et Moscou ne saurait échapper à la règle.

³⁰ Extrait d'un article publié par le Kommersant le 13 février 2004 sous le titre « Russie-USA : quel partenariat ? »

III-2-3 Un référentiel de valeurs différent

Un partenariat réel et durable ne peut émerger entre deux pays que si ceux-ci partagent un certain nombre de valeurs essentielles. Dans le cas présent, si Russes et Américains font tous deux références à la démocratie, ils sont loin de mettre la même signification derrière ce mot. Or, le président américain a précisément placé son second mandat sous le signe de la liberté et de la démocratie. Parmi les six points⁽³¹⁾ que Nikolai Zlobin⁽³²⁾ définit comme recueillant un large consensus au niveau des différents courants politiques américains, l'adoption par la Russie des idéaux de démocratie et des droits de l'Homme apparaît comme un élément primordial.

Ainsi, les Etats-Unis n'ont pas caché ces derniers mois leur intention de continuer à soutenir à l'intérieur même de l'ancienne sphère soviétique les acteurs politiques qui défendent l'accélération des réformes démocratiques. Cela a notamment été le cas lors des élections présidentielles en Ukraine lorsque les Etats-Unis ont accompagné la "Révolution Orange" dans la transition en douceur vers un régime démocratique. C'est également ainsi qu'il faut lire les allusions de plus en plus directes de l'administration américaine aux "dérives autoritaires" du Kremlin. A quelques jours de la rencontre russo-américaine du 24 février 2005 en Slovaquie, George Bush sommait la Russie de "réaffirmer son engagement en faveur de la démocratie et de l'état de droit" indiquant qu'il demanderait à son homologue "les raisons pour lesquelles il a agi de telle ou telle façon". Profitant d'un bain de foule quelques instants seulement avant la rencontre, le président américain a loué les révolutions pacifiques menées en Géorgie et en Ukraine⁽³³⁾ et a souhaité que basculent à leur tour dans le camp des démocraties la Biélorussie et la Moldavie, deux pays sur lesquels la Russie exerce encore une influence majeure⁽³⁴⁾.

L'effet "11 septembre" semble bien loin, même si les relations entre les deux présidents restent amicales, le chef du Kremlin n'a pas réellement apprécié cette "leçon de démocratie".

³¹ Premièrement: la non prédictibilité et le chaos en Russie constituent une menace pour le monde entier

Deuxièmement: la Russie doit devenir une démocratie à part entière, un Etat de droit qui respecterait les droits de l'Homme

Troisièmement : l'adhésion aux idéaux de démocratie et des droits de l'Homme constitue la base fondamentale du système occidental indépendamment des partis et présidents en exercice

Quatrièmement : la Russie peut être une nation majeure à la tête de l'Eurasie. Et il est dans l'intérêt américain de voir d'une part la Russie cesser de retourner à ses aspirations impérialistes dans sa politique étrangère et d'autre part de se considérer (rids itself of) comme une forteresse assiégée

Cinquièmement : l'Occident est intéressé par une Russie unie, parce que sa désintégration aurait de graves conséquences sur la sécurité et la stabilité globales

Sixièmement : la Russie peut constituer un facteur de stabilisation du marché mondial de l'énergie.

³² Russia in Global Affairs, January-March 2005 Vol.3, number 1 Limited possibilities and Possible Limitations Russia and the U.S. : What's next ?.

³³ George Bush a déclaré devant une foule enthousiaste de 4 000 personnes : "Le développement des libertés est le fruit du travail de plusieurs générations. Il a fallu près de dix ans, après la Révolution de velours, pour que la démocratie s'enracine dans votre pays. Et les révolutions démocratiques qui ont balayé votre région voici 15 ans atteignent aujourd'hui la Géorgie et l'Ukraine. "

³⁴ Olivier Bras correspondant à Moscou pour RFI

III-2-4 Un risque de repliement

Les renversements de régimes proches de Moscou en Géorgie et en Ukraine ont mené à une nouvelle crispation nationaliste russe, axée sur la conviction d'être progressivement évincée de sa zone traditionnelle d'influence. La presse russe dans son ensemble se fait l'écho de l'inquiétude des Russes face à une "union orange" entre la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine au dépend de Moscou⁽³⁵⁾. Face à cet aveu d'impuissance à proposer un modèle suffisamment attractif, l'équipe au pouvoir serait tentée de céder aux vieux démons de l'ère soviétique. Le premier réflexe de Vladimir Poutine a été de convoquer au Kremlin le président ukrainien sortant pour tenter d'orienter ses décisions quant à la poursuite ou non du processus électoral. En ce sens la victoire éclatante de Victor Iouchtchenko constitue un véritable désaveu de la politique russe dans ce pays⁽³⁶⁾.

L'entrée dans le cercle proche du président d'anciens éléments du FSB semble donc présager, au-delà du prolongement du processus déjà largement engagé de centralisation du pouvoir, d'un durcissement de la politique extérieure vis-à-vis des Etats-Unis. Finalement, on pourrait se demander si le Kremlin ne regrette pas secrètement que la place d'"adversaire stratégique" lui ait été ravie par la Chine.

Conclusion

Le jour même des attentats du 11 septembre Vladimir Poutine est le premier chef d'Etat à appeler George Bush pour lui assurer le soutien de son pays. Le geste est fort, mais il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas suffisant pour bâtir durablement des relations fondées sur la confiance. L'évènement est intervenu au moment où Russes et Américains amorçaient une nouvelle approche dans leurs relations, car comme le dira deux mois plus tard le secrétaire d'Etat américain à la Défense Colin Powell, "le 11 septembre n'a pas commencé quelque chose, il a accéléré les choses." La coopération entre les deux Etats s'est intensifiée, chacun cherchant à en retirer bien entendu un certain bénéfice.

Pour les Etats-Unis, ce partenariat stratégique a surtout consisté à obtenir la coopération de la Russie en matière de lutte contre le terrorisme. Indirectement, ils ont également pu

³⁵ Pour le Kommersant du 03 mars 2005, cette "Union à trois est une tentative de défendre leur droit à jouer un rôle indépendant en politique, y compris dans l'espace ex-soviétique. Le droit d'agir et de prendre des décisions indépendamment du Kremlin."

Le quotidien Novye Izvestia posait la question de la fin de la CEI en évoquant "l'union à trois Ukraine-Moldavie-Géorgie, un bloc politique et non seulement économique au sein de la communauté, orienté vers un éloignement de la Russie et un rapprochement vers l'Occident". "Les évènements des derniers jours dans l'étranger proche de la Russie témoignent du risque pour Moscou de se retrouver privé de ses amis et partenaires traditionnels" renchérit le journal.

³⁶ Pour le quotidien Novye Izvestia, "Moscou, en essayant de conserver son influence dans l'ex-espace soviétique, agit de façon maladroite, fait erreur sur erreur, ne comprenant pas que les temps, les pays et les gens habitants cet espace ont changé ces dix dernières années".

élargir leur zone d'influence vers les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale et du Caucase. Enfin, au travers du partenariat énergétique, ils cherchent à obtenir sur le long terme la réduction de leur dépendance vis-à-vis de l'Arabie Saoudite.

Le bilan côté russe est beaucoup plus mitigé. Certes la solidarité affichée dès les premières heures ayant suivi les attentats a permis à la Russie de prétendre un temps être l'allié stratégique incontournable des Etats-Unis. Mais au bout de cinq ans, l'enthousiasme est retombé et la Russie n'a pas su vraiment profiter de cet élan. L'OTAN a continué de s'élargir, les forces se redéployant de la vieille Europe vers les nouvelles frontières de l'Est. La Russie reste la dernière grande puissance économique à ne pas être intégrée à l'Organisation Mondiale du Commerce. Après avoir négocié et obtenu un accord avec l'Union Européenne et la Chine, la Russie se trouve en bute à un obstacle de taille : les Etats-Unis se montrent réticents, notamment sur le respect de la propriété intellectuelle. Toujours dans le domaine économique, l'amendement Jackson-Vanek imposant des contraintes commerciales n'a toujours pas été abrogé malgré les promesses répétées de l'administration Bush. Enfin, elle n'est pas vraiment parvenue à rétablir son influence sur son étranger proche. La présence occidentale se fait de plus en plus pressante : que ce soit directement, par la présence des soldats américains dans deux des républiques d'Asie centrale et en Géorgie, ou que ce soit indirectement avec le vent démocratique qui balaie un à un les régimes favorables à Moscou.

L'avenir risque donc d'être empreint de tensions entre Washington et Moscou. Mais les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de "perdre" une nouvelle fois la Russie.

Bibliographie

Ouvrages

BIARNES Pierre, Pour l'empire du monde, ellipses, Paris, 2003

ENCEL Frédéric et GUEZ Olivier, La Grande Alliance, Flammarion, Paris, 2003.

FUKUYAMA Francis, La Fin de l'Histoire et le dernier homme, Flammarion, Paris, 1992

LORRAIN Pierre, L'incroyable alliance Russie - Etats-Unis, Editions du ROCHER, 2002.

PRIMAKOV Evgueni, Le monde après le 11 septembre et la guerre en Irak, Presses de la Renaissance, Paris, 2003.

Médias, revues et périodiques

AFP

AGIR Revue générale de stratégie

Annuaire et stratégie militaire

Annuaire Français des Relations Internationales

Baltic Defence Review

BBC

Courrier international

Critique internationale

Esprit

Géopolitique

Izvestia

Kommersant

La Tribune

L'Express

Le Figaro

Le Monde

Le Monde Diplomatique

Le Nouvel Observateur

Les cahiers de Mars

Manière de voir
Novaya Gazeta
Points de mire, CEPES
Policy Review
Politique étrangère
Politique étrangère et de sécurité
Politique internationale
Regard sur l'Est
Reuters
Revue de l'OTAN
The Quarterly Journal

Instituts, Fondations, Groupes

Etude DAS-IEPENS
Fondation Carnégie
Fondation pour la Recherche Stratégique
Institute of US and Canada Studies
Institut des Relations Internationales et Stratégiques
Institut Français des Relations Internationales

Organismes étatiques ou supra étatiques

Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO
Le Groupe de prospective du Sénat
Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie

Table des matières

Sommaire	1
Introduction	2
I Le 11 septembre 2001 : rupture ou continuité ?	2
I-1 1990-1999 : du rêve à la réalité	3
I-1-1 La stratégie américaine : préserver l'avenir	3
I-1-2 Les espoirs russes	3
I-1-3 Une amertume grandissante	4
I-2 Poutine ou une nouvelle vision pour la Russie	5
I-2-1 Un constat lucide et sans concession	5
I-2-2 Une nouvelle ambition	7
I-2-3 Une politique centrée sur le développement économique	7
I-2-4 Vers une maturité politique	9
II Le 11 septembre 2001 : une dynamisation des relations russo-américaines	10
II-1 Des avancées concrètes	10
II-1-1 Des signes encourageants de part et d'autre	10
II-1-2 Un thème récurrent: les questions de défense et de sécurité	11
II-1-3 Le partenariat énergétique	13
II-2 Les raisons profondes du rapprochement	14
II-2-1 Poutine	14
II-2-2 George Bush	17
II-3 Un enjeu particulier : le Caucase du Sud et l'Asie Centrale	19
II-3-1 Les Etats-Unis : une stratégie à trois vitesses	20
II-3-2 Les régionaux : à la recherche du désenclavement	21
II-3-3 La Russie : un pari risqué	21

III Jusqu'où iront-ils ?	22
III-1 Des zones d'ombre	22
III-1-1 Asie centrale : une présence américaine de moins en moins bien tolérée	22
III-1-2 L' « Axe du mal », pas maléfique pour tout le monde	25
III-2 Un équilibre précaire	27
III-2-1 Des équations difficiles à concilier	27
III-2-2 Une base de coopération trop étroite	28
III-2-3 Un référentiel de valeurs différent	29
III-2-4 Un risque de repliement	30
Conclusion	30
Bibliographie	32
Table des matières	34